Allemagne : seul le FN dénonce les emplois réservés aux "réfugiés" payés bien en-dessous du smic

écrit par Christine Tasin | 3 janvier 2017

Nous avions évoqué vendredi dernier les précautions prises par la ville de Cologne pour éviter de nouvelles agressions sexuelles la nuit de la Saint-Sylvestre, et notamment l'embauche de « migrants » payé à la moitié du smic… évoquant le spectre d'une concurrence plus que déloyale conduisant les Allemands à devoir, à terme, accepter eux aussi de travailler pour bien moins que le smic.

La ville aurait engagé 59 migrants comme agents de sécurité… La seule condition, porter des vêtements chauds et parler des rudiments d'allemand. Bref, la politique des grands Frères qui a tant plombé nos territoires perdus, tombés sous la loi de réseaux musulmans arrive à Cologne. C'est la même politique qui fait qu'à la RATP, à la SNCF ou aux Aéroports de Paris (contributeurs pour les deux derniers de la Fondation pour l'islam de France) on engage à présent majoritairement des musulmans, partant du principe qu'il serait plus facile pour eux d'échapper aux exactions,

agressions, insultes, fraudes et dégradations commises par certains des leurs….

On comprend la logique (même si on sait que tout cela s'accompagne, en sus, d'une volonté politique de Grand Remplacement). Mais les décideurs jouent avec le feu, puisqu'ils acceptent ainsi la logique de la charia, seuls des musulmans commandent à d'autres musulmans, renforçant pour ces derniers le sentiment d'être à part et le droit d'exiger, partout et en tout lieu, un traitement à part… Jusqu'au jour où ils demanderont la partition ou la charia pour tous à l'échelle de la France. Consternant.

Pour la petite histoire, il semble qu'un certain nombre des migrants recrutés en Allemagne comme agents de sécurité auraient disparu de leur poste, histoire d'aller boire un petit coup… Ils n'ont pas dû leur expliquer que les 5 euros perçus par heure de service c'était en échange d'une heure faite…

On comprend d'ailleurs fort bien avec cet exemple pourquoi tous les libéraux veulent à tout prix une immigration massive en Europe. Sous prétexte d'occuper et d'intégrer les clandestins, on leur propose des emplois rémunérés… à la moitié du smic.

Vous avez dit concurrence déloyale et chômage ? Ils n'en ont cure. Ils savent que, bientôt, poussés par le besoin, par la faim, vous aussi vous accepterez un salaire de 5 euros… Vive la concurrence libre et non faussée, vous dit-on.

http://resistancerepublicaine.com/2016/12/30/cologne-la-police-sur-les-dents-pour-eviter-une-nouvelle-vague-de-viols-et-autres-agressions-sexuelles/

L'été dernier, Merkel avait déjà proposé des salaires à un euro de l'heure pour les « migrants », provisoirement, histoire de les intégrer…

http://www.atlantico.fr/decryptage/comment-allemagne-commence-integrer-migrants-avec-salaires-1-euro-heure-guillaume-duval-2648804.html

Et voici que les choses se corsent, entrant en Allemagne par la grande porte :

Le salaire minimum remis en cause en Allemagne pour les réfugiés

Selon le quotidien Süddeutsche Zeitung, le gouvernement allemand travaille sur un

projet autorisant les entreprises à accueillir des réfugiés, et plus largement les immigrés au chômage, pour leur assurer une formation interne sans qu'elles soient obligées de les payer 8,84 euros de l'heure.

Le gouvernement allemand souhaite remettre en cause le salaire minimum pour les réfugiés, et plus largement les immigrés qui, tant sur le plan linguistique que professionnel n'ont pas une formation suffisante pour convaincre un employeur de les payer 8,84 euros de l'heure (montant du salaire minimum depuis le 1er janvier).
Selon le quotidien bavarois *Süddeutsche Zeitung*, trois ministères (Finances, Travail et Éducation nationale) travaillent en concertation sur le sujet. Pour aider les centaines de milliers de demandeurs d'asile accueillis ces deux dernières années en Allemagne à s'insérer progressivement dans le monde du travail, le gouvernement fédéral souhaite autoriser les employeurs à leur assurer une formation professionnelle en interne, à l'instar de ce qui se fait déjà avec les jeunes en apprentissage. Et pour ces périodes de « stage » l'employeur pourrait se contenter de verser une allocation de formation dont le montant n'est pas évoqué dans les documents mentionnés par le journal.

Les syndicats hostiles à cette dérogation

Même si elle n'a jamais exigé d'aménagement de la législation sociale pour faciliter l'intégration des réfugiés, la confédération des associations d'employeurs (BDA) -l'équivalent du Medef en Allemagne- défend de longue date l'idée d'une dérogation leur permettant de ne pas payer au salaire minimum les salariés (étrangers ou pas) qui reçoivent une formation en interne leur permettant de se remettre à niveau sur le plan professionnel.
De son côté, la Fédération allemande des syndicats (DGB) se dit hostile à une mesure permettant aux entreprises de « jouer sur la méconnaissance qu'ont les réfugiés de leurs droits pour profiter d'une main d'œuvre pas chère ». Et elle met en garde le gouvernement par la voix d'un de ses dirigeants, Stefan Körzell: « Cela risque de mettre de l'eau au moulin des populistes de droite toujours prompts à affirmer que les étrangers prennent les emplois des Allemands parce qu'ils sont moins chers » explique ce dernier dans les colonnes de la *Süddeutsche Zeitung*.

http://bfmbusiness.bfmtv.com/monde/le-salaire-minimum-remis-en-cause-en-allemagne-pour-les-refugies-1076827.html?utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#link_time=1483357983

On remarque que le risque soulevé par les syndicats n'est pas celui de la concurrence déloyale, de la suppression de fait du SMIC, non, le seul argument est que cette loi amènerait de l'eau au moulin des populistes de droite (AfD).
En France, silence radio des syndicats et des partis

politiques, à part le FN, notamment avec le communiqué de Nicolas Bay ci-dessous qui a trouvé le titre correspondant à la situation « délocalisation à domicile ».

Salaire des migrants : Merkel organise la délocalisation à domicile

Communiqué de presse de Nicolas Bay, Secrétaire général du Front National, Député français au Parlement européen

Le quotidien Süddeutsche Zeitung nous apprend que le gouvernement allemand souhaite à présent remettre en cause le salaire minimum pour les prétendus « réfugiés » arrivés en masse depuis janvier 2015. Si on note que seulement 34 000 des 1,2 millions des immigrés clandestins travaillent, il semble donc qu'Angela Merkel ait trouvé la solution miracle pour inciter à l'embauche des immigrés illégaux avec des salaires de misère, et l'impact qui en résultera pour tous les Allemands.

Continuant dans sa lancée catastrophique, Mme Merkel entend donc organiser une véritable délocalisation à domicile, avec des conditions rapprochant davantage de l'esclavage que du salariat. Bien loin des prétentions humanistes, ce projet vient une nouvelle fois souligner combien l'immigration massive est utilisée pour peser à la baisse sur les salaires et les droits sociaux des salariés dans les pays européens.

En Allemagne comme en France, les conséquences de l'immigration sur l'emploi et la préservation de la protection sociale sont terribles. Autant de raisons supplémentaires qui imposent de rompre totalement avec les politiques promues et mises en œuvre par les ex-Premiers ministres et ministres à présent candidats à l'élection présidentielle, de François Fillon à Manuel Valls en passant par Emmanuel Macron.

http://www.frontnational.com/2017/01/salaire-des-migrants-merkel-organise-la-delocalisation-a-domicile/